



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

taxe sur les véhicules de sociétés

Question écrite n° 90094

Texte de la question

M. Jean-Claude Mignon appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les conséquences de l'article 16 de la loi de finances pour 2006 portant réforme de la taxe sur les véhicules de sociétés (TVS) dans les entreprises. Le nouvel article 1010-0A du code général des impôts modifie, en effet, depuis le 1er janvier 2006, les modalités de calcul de la taxe sur les véhicules de société. La TVS est étendue désormais aux véhicules possédés ou pris en location par les salariés d'une société ou ses dirigeants et pour lesquels la société procède au remboursement des frais kilométriques. Ces véhicules sont soumis à un pourcentage de la TVS en fonction du nombre de kilomètres remboursés par la société. Entre 5 000 et 10 000 kilomètres, la société acquitte 25 % de la TVS, 50 % entre 10 000 et 15 000 kilomètres, 75 % entre 15 000 et 20 000 kilomètres et 100 % pour plus de 20 000 kilomètres. Cette nouvelle disposition ajoute de ce fait une charge très significative sur les entreprises qui faute de pouvoir acheter des véhicules pour leurs personnels privilégiaient le remboursement des frais kilométriques. Les conséquences de cette réforme sont particulièrement sensibles pour les professions indépendantes organisées en entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL) ou en société en nom collectif (SNC) ou en société à responsabilité limitée (SARL). C'est pourquoi, il souhaiterait savoir si le Gouvernement compte prendre des mesures correctives afin d'assouplir cette réforme de la TVS notamment pour les petites structures et les professions indépendantes.

Texte de la réponse

La réforme de la taxe sur les véhicules de société (TVS) a profondément modifié ce régime afin de rendre la taxe plus équitable et d'encourager la détention de véhicules peu polluants. La vignette qui restait due par les seules sociétés a été supprimée et intégrée dans la TVS. En outre, le barème a été modifié pour favoriser l'acquisition de véhicules faiblement polluants en abaissant le tarif des véhicules les plus propres et en augmentant fortement celui des véhicules les plus polluants. Enfin, l'exonération des véhicules de plus de 10 ans, qui polluent le plus, a été supprimée. Néanmoins, des exemples transmis par des dirigeants d'entreprises, notamment de PME, ont fait ressortir que les dispositions relatives aux véhicules appartenant aux salariés et faisant l'objet de remboursements kilométriques étaient trop pénalisantes. Dans le cas où le véhicule assujéti à la TVS appartient à un collaborateur, le barème sera donc modifié en profondeur, par le triplement de la première tranche. La TVS sera donc due à 25 % entre 15 001 et 25 000 kilomètres ; 50 % entre 25 001 et 35 000 kilomètres ; 75 % entre 35 001 et 45 000 kilomètres ; 100 % au-delà de 45 000 kilomètres. Ensuite, un abattement de 15 000 EUR sera appliqué à la TVS calculée sur les véhicules des salariés. Couplé au nouveau barème, cet abattement de 15 000 EUR rend la réforme indolore pour la quasi-totalité des PME qui seront exonérées de TVS. En outre, et pour permettre aux entreprises de dialoguer avec les salariés sur le choix des véhicules et de permettre une vraie réflexion stratégique sur la gestion du parc automobile de l'entreprise, la mise en oeuvre, pour les véhicules de collaborateurs, de la réforme de la TVS se ferait sur 3 ans avec un montant dû croissant : 1/3 de l'imposition sera dû la première année ; 2/3 la deuxième année ; la totalité la troisième année. Enfin, afin d'éviter à la majorité des entreprises concernées des formalités administratives excessives, les entreprises non imposables après l'abattement de 15 000 EUR n'auront aucune déclaration

spécifique à déposer. L'ensemble de ces modifications sera applicable dès cette année, pour le paiement de la TVS due au titre de l'année 2006. Une instruction administrative précisera les modalités d'application de ces mesures en ce sens, et les modifications législatives nécessaires seront apportées dès que possible.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Mignon](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 90094

Rubrique : Impôts et taxes

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 28 mars 2006, page 3238

Réponse publiée le : 20 juin 2006, page 6560